

Monsieur le Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 Paris

## **Lettre ouverte à M. le Président de la République**

**Référence : Affaire Éliane Kabile, forfaiture judiciaire.**

### **Lâchetés de la magistrature : merci M. le Président pour votre courage d'oser dire la vérité.**

Paris, le 26 octobre 2016,

Cher François Hollande, Monsieur le Président,

Vous avez été informé depuis nombre de mois d'un dossier singulier de forfaiture judiciaire, pour lequel nous attendons des autorités compétentes une résolution en cohérence avec les valeurs de la République.

Vous avez récemment associé par vos libres propos publiés par des journalistes les deux termes « magistrature » et « lâcheté ».

Nous devons vous en remercier chaleureusement et sincèrement.

Pour oser dire la vérité dans un monde où le logiciel institutionnel OMERTA fait des ravages, il faut beaucoup de courage.

Merci donc à vous, François Hollande, Monsieur le Président, pour ces paroles de bonne santé publique, fortes et si humiliantes, de fait, pour quelques personnages concernés.

Oui, bien sûr, nombre de vos concitoyens ont compris et savent à quel point vous avez eu pleinement raison de prononcer ces paroles rapportées si abondamment par la presse : elles nous obligent donc tous à sortir de la langue de bois et du mensonge hypocrite pour enfin parler un langage de vérité.

Nous ne saurions donc mieux faire que vous encourager dans cette voie.

Oui, l'institution judiciaire est capable de forfaitures et de lâchetés multiples. Nombre de Français le savent, dans leurs chairs, et vous leur avez fait du bien en osant dire la vérité.

C'est bien pour cela que Thierry Kabile et sa famille tiennent tant à vous remercier : ils pourraient en effet penser que vos propos sont la meilleure réponse publique que vous pouviez leur faire à la lecture du dossier qu'ils vous ont transmis.

Comme vous le savez sans doute déjà, cette affaire Éliane Kabile fait désormais l'objet d'une médiatisation significative, susceptible d'alerter l'opinion publique sur des dysfonctionnements majeurs de nombre de services de l'État. Ceux-ci concourent à appliquer une omerta violente dont sont victimes trop de nos concitoyens lorsqu'ils doivent faire face à des délinquants ou des criminels issus de la fonction publique, qui agit alors, avec tout le poids institutionnel de la justice, selon les principes de la solidarité tribale et du logiciel OMERTA en complète incohérence avec les fondements de la République.

Tout comme vous, les magistrats que vous avez reçus pour vous excuser de l'émotion ainsi suscitée, sans vous excuser véritablement pour autant du fond de vos propos, ont eux aussi raison : vos paroles posent un problème institutionnel majeur.



**Christian COTTEN – Thierry KABILE**  
**Politique de Vie – 6 rue du Clocher**  
**91190 SAINT-AUBIN – 06 89 52 06 41**

Votre slogan pour votre campagne présidentielle était : *le changement c'est maintenant*.

Avec cette révélation sur la lâcheté des magistrats concernés par trop de dérives, ce slogan *le changement c'est maintenant* vous honore.

Il va donc falloir que nous allions tous ensemble vers ce changement-ci au plus tôt : donner à l'institution judiciaire sa propre indépendance de pouvoir constitutionnel, en même temps qu'un réel contrôle démocratique suffisamment puissant pour empêcher les acteurs de cette institution d'utiliser le logiciel OMERTA et sa solidarité tribale, qui conduit à protéger des auteurs de crimes et délits au seul motif qu'ils sont membres de la fonction publique.

Vous savez tout autant que nous-mêmes et nombre d'électeurs que les dysfonctionnements violents de l'institution judiciaire, bien souvent au dépens de victimes de crimes et délits et au profit exclusif de certains gangsters d'État, ne sont plus acceptables.

La famille Kabile attend réparation significative des violences subies depuis quinze ans suite à la lâcheté et aux mensonges de certains magistrats.

À ce jour, elle ne peut que faire le constat d'une faillite totale de tous les services de l'État concernés par cette affaire, administrations centrales, policières ou institution judiciaire.

Cette affaire ne peut donc plus être seulement une affaire judiciaire : les problèmes qu'elle pose sont autant des questions de santé publique que des questions purement politiques. Les électeurs peuvent-ils encore accepter ce que vous avez si bien décrit en deux mots : magistrature et lâcheté ? Déjà, les policiers, qui descendent si souvent dans les rues de Paris et d'ailleurs depuis quelques jours, soutenus semble-t-il par 90% de la population, ne l'acceptent plus.

Nous vous remercions donc de nous faire connaître comment vous comptez assumer les devoirs de votre charge face à cette affaire, ultime garant pour les citoyens de leur sécurité juridique et de leurs droits fondamentaux, à ce jour intensément violés par des agents de l'État, magistrats si peu intègres et hauts fonctionnaires si peu responsables.

Nous espérons qu'en poursuivant ce travail de changement que vous souhaitez, vous libérerez ainsi l'énergie des magistrats intègres qui souhaitent servir notre pays en dehors du chemin des dérives : ces citoyens-là ont aussi besoin de votre courage pour manifester le leur.

En date du 26 octobre, sont publiés les deux interviews, réalisées récemment par Jean-Jacques Seymour sur Tropiques FM 92.6, de Thierry Kabile et Christian Cotten, qui y exposent l'essentiel de ce dossier de forfaiture judiciaire ainsi que les analyses indispensables. Accessibles à ces adresses :

<https://www.youtube.com/watch?v=epDa5iJxQuA> - Interview de Thierry Kabile.

[https://www.youtube.com/watch?v=dmm\\_YfbBCO0](https://www.youtube.com/watch?v=dmm_YfbBCO0) - Interview de Christian Cotten

Et pour mémoire, notre vidéo du 24 septembre : Terroristes, dites merci au Président de la 11<sup>ème</sup>, il vous offre trois passeports ! À cette adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=coil9Z9qoB0>

Principaux éléments écrits du dossier Éliane Kabile sur : <http://www.politiquedevie.com>

Dans l'attente de votre réponse, avec nos plus sincères vœux de réussite dans tous vos projets d'avenir pour vous-même et notre pays, nous vous prions de croire, cher François Hollande, Monsieur le Président, à l'assurance de notre parfaite considération et de nos plus vifs encouragements à poursuivre le chemin de la vérité et du courage : **vous semblez bien être le seul parmi quelques autres à n'avoir ni passé ni avenir judiciaire...**

Christian Cotten – Thierry Kabile  
avec les conseils de Maître Dominique  
Kounkou, suspendu pour cause d'intégrité.